

**L'économie sociale et les entreprises publiques en
Amérique du Nord
(Canada, États-Unis et Mexique)**

Benoît Lévesque et Luc Bernier

Présentation au CIRIEC-Canada

10 février 2017

PLAN DE L'EXPOSÉ

Introduction: Trois pays réunis par l'ALÉNA

1. Économie sociale en Amérique du Nord

2. Entreprises publiques en Amérique du Nord

Conclusion générale: enjeux et défis

AMÉRIQUE DU NORD

(Canada, États-Unis et Mexique)

Population (2016)

PIB (2014)

Canada: 36 millions

PIB: \$1,783 Milliards

Mexico: 128,9 millions

PIB: \$ 1, 297 Milliards

USA: 324,5 millions

PIB: \$17, 947 Milliards

(85,3% du PIB de l'AN.)

Nord America (Total)

489,4 millions

PIB: \$21 027 Milliard

Europe (EU):

508 millions

PIB: \$18, 517 Milliard*



Source: <http://www.worldometers.info/>

www.tradingeconomics.com -- * <http://data.worldbank.org/region/european-union>

Trois pays différents (US\$, OCDE 2014)

	Canada (10 ^e Économie m.)	Mexique (16 ^e Économie m.)	Etats-Unis (1 ^e Économie m.)
Population	36 millions	122 millions	323 millions
Revenu annuel du ménage disponible	31 900\$ 11 550\$ (10%+bas)	6 400\$ 800\$ (10%)	35 600\$ 6 200\$ (10%)
PIB en milliards	1 550,5\$ G	1 144, 3 \$ G	17 946,9\$ G
Tx de chômage	7,2%	5,2% (57% informel)	7,6%
Inégalité de revenu	0, 320 (Gini)	0,466	0, 380
Pauvreté relative	11,9%	20, 4%	17,4%
Manque d'argent pour nourriture	11,5%	38, 3%	21,1%
Dépenses sociales publiques (% PIB)	18,3%	7,4%	19,8%
Confiance dans le gouvernement	55 % (avant crise: 65%)	37 % (avant crise: 44%)	35% (avant crise: 40%)
Confiance dans institutions financ.	75% (avant crise:76%)	43% (avant crise: 47%)	38% (avant crise:76%)

Trois pays réunis par l'Accord de libre-échange Nord-Américain(ALENA/NAFTA)

- **ALENA: un accord commercial entre trois États Nations**
- **Trois pays, mais deux duo: ÉU-Canada et ÉU-Mexique**
- **Évaluation**
 - Un succès commercial relatif, surtout entre 1994 et 2001
 - Mexique: destruction de l'agriculture traditionnelle, augmentation de la pauvreté
 - Canada: une trappe (Deblock), fournisseur de ressources naturelles
 - Enquêtes nationales: perte de confiance dans le libre-échange
 - Économie sociale (et Entreprises publiques, moindrement), faiblement atteintes par ALENA
- **ALENA/NAFTA: un accord du passé (22 ans), un accord dépassé**
 - Pas de mécanisme de négociation: 11 Septembre 2001, nouvelles technologies et montée de la Chine et pas de nouvelles institutions
 - Nouvelles demandes: harmonisation des réglementations internes pour une basée sur l'interconnexion et pas seulement sur des filiales à l'étranger
- **L'Avenir?**
 - CETA (Accord Économique et commercial global)
 - États infranationaux et provinces soumises à la CETA
 - Conséquences prévisibles pour l'Économie sociale et les Entreprises publiques (ex. UE)
 - Transatlantic Trade Investment Partnership (TTIP) and Trans-Pacific Partnership (TPP)
 - Se tourner vers l'Organisation mondiale du commerce?
 - Économie sociale et Entreprises publiques: être plus pro-actif?

Économie sociale au Mexique

- **Organisations sans but lucratif: 60 205 entités privées(2014) (INEGI,2016)**
 - Membres: 8 million, NPO: 3% du PIB (2014)
- **Coopératives (Lasalle, 2012)**
 - 15 000 co-ops (agricultural, credit unions, worker co-ops, etc.)
 - Members: 5 millions
- **Économie sociale: 60 943 en 2014 (Ramirez-Mendez, 2015)**
 - Ejidos (29 555); Union des Ejidos (6 426)
 - Sociétés rurales de production (9 471)
 - Co-opératives de production et de consommateurs(3 059)
 - Credit Unions (1 680): Banque d'épargne pour les travailleurs (15 340)
 - Organisations de solidarité sociale (1 744); Communautés (2 359)
- **Fondations: 1 500 ---Voir: Palgrave**
- **Entreprises sociales: « concept little used » (Conde Bonfil, 2015: 5), Secteur social de l'économie(article 25 constitution et article sur l'économie sociale, 2013)**

Économie sociale au Canada

- **Co-opératives et Mutuelles (2016): 9 066 coops et mutuelles**
 - 4 canadiens sur 10: membres d'une coopérative; Québec, 7 sur 10 et 5,6 en Saskatchewan
 - 690 917 employés (3,89% de l'emploi canadien) (CICOPA, 2014)
 - Principaux secteurs: coopératives agricoles; épargne et crédit; logement; santé et services sociaux, coopératives de solidarité (Québec) , coopératives de travailleurs, etc.
- **OBNL: 170 000 OBNL (6,8% du PIB), 60 000 au Québec**
 - 11% de l'emploi (deuxième, la Hollande première)
 - Fondation: 10 456 ; actifs: \$42,2 milliards (15% des actifs des OBNL)
- **Économie sociale et entreprise sociale (entrepreneuriat social)**
 - Depuis 1996, économie sociale largement utilisée au Québec (loi sur l'ÉS, 2013)
 - Entreprise sociale, principalement au Canada anglais (Récent, Fontan, 2011), moins présent au Canada qu'aux États-Unis (Bouchard, 2015); vient comme de l'extérieur (McMurtry, 2015)
- **Législation des provinces(Mc Murtry, 2015)**
 - Québec: Coopérative de solidarité (1997), législation sur l'économie sociale (2013)
 - Nouvelle-Écosse: Community Interest Company (2012); inspiration du Royaume-Uni
 - Colombie-Britannique: Community Contribution Company (C3) (2013)
 - Ontario: Office for Social Enterprise (2012), Social Enterprise Strategy for Ontario
 - Manitoba: Social Enterprise Strategy (2015)
- **Libre-échange et économie sociale?**

Coop, OSBL et entreprise sociale au É.-U.

- **Coopératives: 40 000 coops, 90 parmi les « tops » 300 (NCBA, 2016)**
 - Membres: 256 millions; employés: au-dessus de 2 millions
 - Secteurs principaux: Credit Union : (membres: 100 millions); Agriculture (62% des ventes totales); coopératives électriques dans 47 États; Assurance (233 millions de personnes), Coopératives d'habitation, y compris sur campus U
- **OSBL (NPO): 1,571, 056 (organisation exemptée de taxe) (2016)**
 - 1, 097 689 public charities; 105 030 fondations privées(decline entre 2003-2013)
 - 9,2% des salariés (2010), 5,3% du PIB(2014)
- **Entreprise sociale: pas d'autorité formelle, pas de définition « Impossible to locate them in a single comprehensive (Thury, 2015)**
 - Deux vagues d'entreprise sociale (Cooney, 2015: 5)
 - Nouvelles formes légales: L3C (low-profit limited liability corporations dans 10 États) and Benefit Corporations (40 États)
 - Nouvel Écosystème (« highly contextual, not formalized, **disconnected from existing NPO and Co-ops**)(Cooney, 2015)

1. Une nouvelle vague d'économie sociale (coopérative, OSBL entreprise sociale) et plusieurs générations

- **Génération avant 1980: maturité comme phase de développement**
 - Maturité et redécouverte de la coopération, quelques démutualisations
 - Concurrence comme défi et triple reddition de compte comme enjeu (See: Blueprint, 2013, ICA)
- **Génération après 1980: services publics et intégration au travail (WISE) - en voie de maturité - 2009**
- **Une nouvelle vague (partiellement déconnectée des générations précédente) - Celle de l'entrepreneurship social**
- **Tension entre générations, principalement avec la dernière: tensions **créative ou destructive?****
- **Enjeux:**
 - Finalité sociale (sociétale) + gouvernance appropriée
 - Institutionnalisation : besoin de reconnaissance juridique
 - Nouvel(s) écosystème (s) en voie d'élaboration

2. Relations avec l'État: besoin de nouvelles politiques

- Besoin de politiques **sectorielles** pour promouvoir les « startups » et le développement de l'économie sociale (et entreprises sociales) dans de nouveaux secteurs
- Besoins de politiques **transversales** pour soutenir le développement d'entreprises à finalité sociale (incluant la redéfinition des organismes de charité pour fin fiscale) (Gouvernement fédéral: consultation pour une politique canadienne d'innovation)
- Le Paradoxe de l'entreprise sociale (orientée vers solution des problèmes sociaux)
 - D'une part, aucun statut existant convient à l'entreprise sociale (statut juridique n'est pas important)
 - D'autre part, demande répétée auprès des gouvernements pour un statut légal approprié à l'entreprise sociale (voir Union européenne)
- **Un enjeu de plus en plus explicite: accès aux ressources fournies par l'État pour les organismes sans but lucratifs et pour les entreprises collectives**

3. Un processus d'institutionnalisation complexe et conflictuel: recherche d'un écosystème approprié

- "A Contested process of legitimization between different actors, discourses and institutional logics" (Nicholls, 2010),
- Deux enjeux majeurs
 - Construire un écosystème d'innovation sociale (avec les entreprises orientées vers le profit) et consolider l'écosystème de l'économie sociale (Voir les coopératives au Canada)
 - Construction d'une grappe (« niche ») d'innovations radicales dans plusieurs secteurs d'activités socio-économiques (voir besoins de base)
- Quel écosystème? Qui va le contrôler? Sous quelle forme?
Et pour quel projet?

4. Enjeux et défis spécifiques à chacun des pays

- **USA:** Deux types majeurs d'écosystème (« Non profit » et « Social Entrepreneurship ») avec un apparent « État absent »?
- **Canada:** société civile et gouvernements provinciaux et fédéral (d'où des points communs, telle la définition de la charité), mais deux traditions: Québec (forte liaison des org. de la société civile avec le gouvernement du Québec) et le reste du Canada (ROC)
- **Mexique:** une relation conflictuelle à l'État, autonomie de la société civile comme enjeux, interventions de fondations internationales
- **Quels sont les effets possibles du libre-échange sur l'économie sociale?**
 - Les effets de CETA (accord du Canada avec UE)?
 - La renégociation de l'ALENA à l'initiative de Trump?
 - Autres hypothèses...

5. Différentes modèles de développement dans la perspective d'une transition écologique et sociale

- **Trois grandes configurations possibles (non exclusives)**
 - **USA**: marché et technologique comme meilleures solutions aux problèmes environnementaux et sociaux (transition écologique faible)
 - **Mexique**: économie plurielle) mais un contrôle « handicapant » de l'État (d'où une économie sociale se fondant dans le secteur informel)
 - **Canada**: une économie plurielle et des gouvernements infra-nationaux facilitant (société civile: mobilisation une transition écologique forte), mais désormais soumis à CETA
- **Dans les trois pays, les trois modèles sont présents (y compris dans l'économie sociale) mais un seul est prédominant**
- **Dans les trois, lutte pour une institutionnalisation...**

Les entreprises publiques du Mexique

- Une histoire incroyablement complexe de croissance économique difficile avec des gouvernements populistes, du clientélisme, des crises, des révolutions et où succès et échecs se sont succédés
- Initialement, une substitution des importations réussie et du nationalisme économique
- « La nationalisation de Pemex a été le point culminant de la révolution »
- Depuis le début des années 1980, une forte tendance à la libéralisation et à la privatisation (de 1,155 en 1982 à environ 200 sociétés d'État in 2000) (on parle de désincorporation)
- Problèmes de légitimité, d'inefficience et de corruption à résoudre (Pemex and Petrobas, même combat hélas).

Un portrait plus complexe aux États-Unis

- **Un pays avec seulement quelques entreprises publiques: la mythique Tennessee Valley Authority et quelques autres**
- **Une tradition plus de réglementation,**
- **La recherche étatique transférée au secteur privé**
- **Et une longue tradition d'entreprises locales ou municipales (New York and New Jersey Port Authority pour prendre un exemple au hasard) ou l'aqueduc de New York**
- **Et un mouvement assez fort de renationalisation or remunicipalisation des services publics (Warner)**
- **Et aussi les nationalisations temporaires face à la crise de 2008 (General Motors)**

Les sociétés d'État au Canada

- Le fédéral a conservé celles qui étaient impossibles à vendre (46 or 47)
- Le Province-building est toujours basé sur les sociétés d'État (électricité, alcool, holdings d'investissement)
- Il y a eu aussi des « corporatisations » même si certains services comme l'eau sont municipaux plus qu'ailleurs
- Hydro-Québec et EDF ou l'exportation des profits tirés des courants d'air (cf Prémont)
- Intervention financière et non compétition avec le secteur privé

Tendances à retenir sur les sociétés ou comment apprendre à danser avec un éléphant

- **Trois États fédéraux, deux révolutions et deux solitudes au Canada**
- **L'Aléna est plus une conséquence qu'une cause de l'intégration des marchés**
- **Les sociétés d'état étaient protégées dans le traité**
- **Les privatisations ont mené à un plus petit nombre d'employés et à plus d'efficacité (voir le CN)**
- **Et à plus d'insatisfaction populaire (au Mexique)**
- **Trois économies nationales très intégrées où l'État intervient pour les infrastructures**
- **Pour être élu président des États-Unis, vous devez tenir un discours protectionniste mais le manufacturier n'est plus ce qu'il était.**
- **Les Américains craignent la compétition déloyale des multinationales étatiques étrangères**
- **En Amérique du Nord, les sociétés d'État sont « sans » politiques publiques à mettre en œuvre comme si créer la structure était la politique**

Conclusion générale sur l'économie sociale et publique en Amérique du nord

Importance relative de l'économie sociale et publique en Amérique du Nord

- **Trois pays fédéraux, deux traditions libérales (Canada et USA) et une plus étatique mais qui fait l'objet de vastes réformes (Mexique)**
- **Mexique: encore de grandes entreprises publiques mais avec une légitimité faible; l'économie sociale encore sous le ferme contrôle de l'État fédéral et 57% de l'emploi dans l'économie informelle**
- **Canada: les gouvernements provinciaux sont plus présents dans l'économie sociale et les sociétés d'État**
- **Les États-Unis: plus de réglementation que d'intervention directe au niveau national mais un rôle plus important au niveau local autant pour les entreprises publiques que sociales.**

La relation de l'économie sociale et des entreprises publiques avec leurs gouvernements et l'État

- **En économie sociale**
 - Indépendantes des gouvernements (mais fort contrôle au Mexique)
 - À l'initiative de la société civile (sauf pour certaines entreprises d'économie sociale), l'intérêt collectif ou social d'abord
 - A besoin du support de l'État, relations privilégiées avec les provinces au Canada et les grandes villes aux États-Unis
- **Pour les entreprises publiques**
 - Créations de l'État (fédéral, provincial and municipal) (versus nationalisations sauf le transport en commun)
 - Objectifs: intérêt général aussi mais un lien plus fort avec le secteur privé
 - Facilement mobilisées face à la crise économique de 2008

Privatisation (sociétés d'état) and démutualisation (coops et mutuelles)

- **Privatisations relativement plus fréquentes que les démutualisations (Canada et Mexique),**
- **Coops and Mutuelles: démutualisations plus nombreuses aux États-Unis (Credit Unions, Savings and Loan) et dans certains secteurs au Canada (blé et assurances), plus souvent initiées par les gestionnaires que par les membres**
- **Les entreprises publiques: pour cause d'idéologie néo-libérale mais aussi pour contrer l'inefficience et la corruption (Mexique)**

Plus que l'entreprise publique, l'économie sociale a besoin d'un écosystème approprié

- Les deux opèrent dans un environnement hostile mais la situation de l'économie sociale est plus précaire (sur tout pour l'émergente)
- Par comparaison, les sociétés d'État sont de plus grande taille, parfois monopolistiques avec une meilleure capacité de trouver du capital ou en économie mixte en plus forte relation avec le secteur privé
- L'Économie sociale aussi compte de grandes organisations mais les petites sont plus nombreuses et ont besoin d'un éco-système efficace pour leur financement, du conseil et autres services ce qui peut leur permettre d'innover en réseaux (clusters)
- Les grandes coops ont aussi besoin d'un écosystème qui leur permette de faire face à la concurrence mondiale et à la mondialisation (revoir le cas québécois versus celui de la Saskatchewan en déclin)

La crise financière et le libre-échange actuel

- Les entreprises publiques et l'économie sociale ont été peu affectées par la crise de 2008 sauf pour certaines fondations et organisations à but non-lucratif.
- L'impact sur elles de l'ALÉNA a aussi été bénin
- Les gouvernements provinciaux n'étaient pas signataires
- Les partenariats transatlantique et transpacifique selon ce qu'il en adviendra pourraient avoir un impact plus grand (pour cause d'harmonisation des réglementations internes et d'une économie mondiale de plus en plus intégrée)

À suivre

- Il y a une résilience sociale dans les trois pays et donc tout n'est pas blanc ou noir
- C'est en théorie un environnement hostile pour les entreprises sociales et publiques mais elles existent
- L'enjeu énergétique a changé avec les nouvelles technologies pour extraire du pétrole et les changements sur l'électricité (le gaz de schiste serait un désastre dans le nord du Mexique)
- Comment la frustration populiste va-t-elle évoluer?
- Et l'enjeu de la sécurité va demeurer